

JOURNAL DE CAMPAGNE

Bulletin bihebdomadaire d'actualités et d'information de la Campagne 2013 pour la paix en Colombie

Numéro 7 - Informations du 16 juillet au 05 aout 2013

« BREVES DE PAIX »

Tendances, points forts, infos diverses... L'actualité du processus de paix en quelques lignes !

✚ *Les pétitions des FARC sont considérées comme « viables » par les partis politiques*

Iván Márquez, chef de la délégation des FARC, a lu dans les derniers jours un communiqué dans lequel l'organisation faisait un certain nombre de pétitions : accès direct à un nombre déterminé de sièges au Parlement; accès aux assemblées et aux conseils départementaux (Ndlr, un département colombien équivaut à une région française) ; financement gouvernemental pour le parti politique qui serait créé ; des moyens pour accéder aux moyens de communication de l'Etat, parmi lesquels un journal, une revue de théorie et d'analyse politique ainsi qu'une chaîne de radio.

Le Polo Démocratique, le Parti libéral et le mouvement Mira, loin de considérer que les revendications sont excessives, y ont été plutôt bienveillantes. Reste encore à savoir si les secteurs conservateurs (Parti Conservateur, Centre Démocratique,...) seraient prêts à faire ce type de concessions.

✚ *Cadre juridique pour la paix : des écueils insurmontables ?*

L'acte législatif qui donnerait les lignes directrices pour la paix en matière juridique a donné de quoi parler dans les dernières semaines. Voici quelques enjeux.

D'une part, il y a le volet pénal. Pendant qu'un vif débat se tenait à la Cour Constitutionnelle entre défenseurs et détracteurs de l'acte, la délégation des FARC à La Havane méditait sur la position à adopter à ce sujet. Si au début la guérilla avait dénoncé l'acte, maintenant elle y voit un moyen de blinder sa position et de se défendre contre les éventuelles demandes des cours pénales internationales : en participant à la création du cadre de paix, les FARC aurait la possibilité de réduire les peines d'emprisonnement, voire d'en annuler certaines. Evidemment, un grand secteur de la société s'y oppose car il y voit un chemin pour que les FARC échappent à leur responsabilité.

De l'autre, le volet politique. Initialement, le procureur de la république, Eduardo Montealegre, avait laissé entendre que les chefs des FARC ne seraient pas concernés par les crimes de lèse-humanité, ce qui faciliterait leur éventuelle participation politique.

Cependant, la consolidation des preuves qui prouvent que les chefs guérilleros seraient concernés par ce genre de crimes a éloigné cette possibilité.

Puis, le volet électoral a aussi un poids. Selon le quotidien El Espectador, il y aurait d'ores et déjà un brouillon de l'accord de paix, que le gouvernement Santos voudrait faire signer avant le mois de novembre. Santos serait dans l'urgence d'obtenir un accord avant que la côte d'acceptation du procès baisse davantage : de 70% il y a quelques mois à 30% après les messages diffusés pendant la crise du Catatumbo et de l'embuscade dans laquelle 14 soldats ont été tués par les FARC.

A cela s'ajoute le fait que le soutien politique que le président avait décroché au début de son mandat s'émiette rapidement : l'uribisme gagne progressivement plus d'alliés politiques.

Les enjeux (politiques, électoraux et législatifs) et le climat de crispation sociale et politique seraient donc les nouveaux écueils de la paix, alors qu'un énième cycle de négociations s'ouvre à La Havane.

« ÇA S'EST DIT ! » Déclarations et petites phrases...

👉 **“La guérilla a le devoir de ne pas tirer sur la paix”**, Angelino Garzon, vice-président.

Garzon a toujours été un défenseur des négociations de paix. Cependant, de temps en temps, il vient sur scène pour exiger que les FARC fassent aussi des concessions. Premièrement, il a demandé plus de célérité. Maintenant, il exige que les opérations du groupe armée (notamment l'embuscade à Arauca) ne minent pas davantage la confiance des colombiens. Pourtant, le cessez-le-feu n'a jamais été officialisé, rendant donc ce genre de situations possibles.

👉 **“La guerre nous a déshumanisés”**, Juan Manuel Santos, président.

Lors de la présentation du rapport du Groupe de Mémoire historique, qui reconstruit la violence depuis 1958, Santos a affirmé que le pays devait accepter les négociations sur la formule qui permette aux FARC de rentrer en politique et d'en finir avec les horreurs de la guerre.

Il a mentionné également que l'Etat devait aussi reconnaître sa responsabilité dans la confrontation armée pour pouvoir tourner la page vers une Colombie sans craintes.

Vacances !

Pendant le mois d'Août, le Réseau France Colombie Solidarités ne proposera pas une nouvelle édition de ce bulletin. Vous pourrez le retrouver début septembre, pour continuer à suivre les actualités du processus de paix en Colombie ainsi que les initiatives de soutien développées en France.

Le Réseau ne fait pas relâche pour autant et vous pourrez continuer à suivre ses actualités sur la page Facebook ou le [Site internet](#).

Bonnes vacances à toutes et à tous !

➤ **PROCHAIN BULLETIN LE 05
SEPTEMBRE !**

www.reseaufrancecolombie.wordpress.com

reseaucolombie@gmail.com

Rédaction : Juan Felipe Duque/Olivier Lagarde